

**Mercredi 17 septembre 2008
18h30 - 20h30**

Dans le cadre d'un cycle d'« Apéritifs-Débats »

Pourquoi et comment réformer l'État ?

EPI - 18C rue des Jardins
25000 Besançon
epibesancon@yahoo.fr

F.J.T des Oiseaux, 48 rue des Cras

La nécessité d'une réforme de l'état apparaît de manière récurrente dans le débat public. Elle est présentée comme rendue nécessaire par la rapidité des évolutions de la société française. Anticiper plutôt que subir, s'adapter au monde qui change, rendre l'État plus efficace tout en assainissant les finances publiques, ces objectifs sont avancés par ses promoteurs. Cette démarche a été entreprise dans nombre de pays européens. Cela s'est fait parfois de manière libérale avec un désengagement de l'État mais aussi, c'est le cas des pays nordiques, en associant salariés et usagers et en maintenant un haut niveau de protection.

En France, la décentralisation s'est arrêtée au compromis boiteux de 1982. Depuis chacun constate un empilement des structures locales, avec des élus ayant des modes de désignation différents et pour lesquels le cumul des mandats reste un tabou.

De nombreux rapports et livres ont été rédigés (en particulier celui de Roger Fauroux et Bernard Spitz), des tentatives ont été faites comme au ministère des finances en 2000, la LOLF, loi organique relative aux lois de finances, a même été votée de manière consensuelle en 2001.

Pourtant le poids des dépenses publiques ne cesse de s'accroître sans que l'on puisse constater de réels progrès dans les services publics.

Quant aux citoyens, ils ont une attitude contradictoire. Exclue de la réflexion sur la mise en place des réformes, ils expriment un attachement aux services publics tout en ayant une opinion mitigée sur leur fonctionnement. Les salariés de l'État eux-mêmes ont un avis différent selon qu'ils se situent comme usagers ou comme fonctionnaires

L'élection de Nicolas Sarkozy a réouvert ce grand chantier de la réforme de l'État. Fidèle à sa conception managériale de « l'entreprise France », il a chargé le gouvernement de réévaluer les missions, organisations et moyens de tous les secteurs de l'État et affiché sa volonté de réduire les effectifs de la fonction publique.

Pour en débattre, EPI a invité

Michel THIERRY, Inspecteur Général de l'Action Sociale.

Michel THIERRY est un des hauts fonctionnaires ou experts qui mettent en place les réformes qui nous font parfois réagir. (« Qu'est-ce qu'ils tramont derrière notre dos ? »)

Il a participé à la mise en place du RMI, de l'APA, travaillé plus récemment à la RGPP (révision générale des politiques publiques).

Nous lui demanderons si la réforme de l'État, présentée comme une évidence, est vraiment nécessaire. Nous l'interrogerons sur la cohérence et la pertinence des réformes en cours.

Il nous fera part de son expérience ainsi que des obstacles ou des difficultés rencontrées.

Le débat sera présenté et animé par Jean-Louis LAVIE.

Ça vous intéresse ? Venez en discuter avec nous ! Invitez autour de vous des personnes concernées par le débat !